



# Prendre place dans la géographie du populisme :

le cas de la Syrie

Par Matthieu REY

## Matthieu REY

Chargé de recherche au CNRS, chercheur associé à Wits History Workshop (Johannesburg) et au Collège de France, ses travaux portent sur la construction du politique depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle au Moyen Orient et en Afrique australe. Il a récemment publié une monographie sur la Syrie et sa thèse doit paraître en 2021 sous le titre : *When Parliaments ruled the Middle East*, aux éditions de l'université américaine du Caire. Matthieu Rey est actuellement le directeur des études contemporaines à l'Ifpo.

Le 25 août 2019, France Inter annonce que le député Thierry Mariani emmène une délégation française en Syrie. Cette nouvelle paraît de prime abord anecdotique. Depuis le début du soulèvement syrien, et de façon quelque peu accélérée depuis 2013, des représentants politiques français, sénateurs ou députés, ont pu être conviés à Damas par l'entremise de différents canaux. Membres d'ONG parfois, chercheurs autrefois ont tenté d'opérer des rapprochements entre le régime de Bashar al-Assad et des dirigeants à même d'influencer les décisions du gouvernement français. Ce jeu de lobby fait pleinement partie du quotidien des relations internationales et ne mériterait pas de plus amples développements, s'il ne soulignait pas un mouvement plus important faisant que populisme des pays du Nord et régimes du Sud puissent converger vers une même communauté « inventée ».

Le présent papier entend montrer comment, autour des pratiques et des discours relevant du « populisme », des traditions sont « inventées » en relations internationales faisant que de nouveaux lieux s'imposent comme des points de passage ou des références incontournables au Nord. Il s'appuie aussi sur les travaux de B. Anderson qui soulignaient comment l'idée de nation avait pu être échafaudée par des fonctionnaires coloniaux en Amérique latine, pour construire une entité politique séparée dans les registres de langue, de différenciation sociale et de passés mythifiés<sup>1</sup>. Ici, l'hypothèse proposée revient sur les mythes co-construits et entretenus par des autorités internationales différentes, puisant dans le passé recomposé à cette fin, les motifs de potentiels rapprochements<sup>2</sup>. Pour comprendre la genèse et l'efficacité discursive – et par là partisane – de ces thèmes, il faut suivre un double mouvement d'analyses. Le premier tient à la construction du politique localement, que ce soit pour saisir la manière dont les autorités traitent des politiques publiques mais aussi comment elles façonnent des outils mémoriels. Le second est de voir comment les relations interétatiques sont nouées sur ce substrat local, c'est-à-dire comment certains acteurs de part et d'autre (ici par exemple, les représentants syriens, français et russes) œuvrent à la construction de certaines images susceptibles de cadrer le discours international et de forcer les alignements de position.

La Syrie, puissance largement secondaire de quelque vingt millions d'habitants en 2010, sans ressources stratégiques significatives, pouvant parfaitement être contournée du fait de la découpe des États au Moyen-Orient, en est venue à devenir un motif de discours largement partagé par les sphères dites complotistes ou par les thuriféraires d'un certain populisme. Le paradoxe peut aussi être poussé plus loin. Le régime syrien a longtemps fait figure de cas d'école pour l'analyse des populismes autoritaires<sup>3</sup>. Les mutations du contrat social engagées par Hafez al-Assad enracinant son pouvoir dans la destruction des anciens notables, apparaissaient comme la clé de voûte de la survie et de la pérennité du régime à l'image d'autres de ses homologues en Amérique latine. Pourtant depuis le début des années 2000, l'arrivée au pouvoir de Bashar al-Assad marque la fin de cette expérience, si tant est qu'elle se soit prolongée jusque-là. Aussi, à l'heure de la sortie apparente du populisme, le régime Assad entre dans la constellation populiste occidentale.

Pour saisir ce paradoxe, il faut suivre la manière dont un retournement historique prélude à l'« invention des traditions ». Ce dernier voit la progressive destruction du politique comme lieu de débat et d'élaboration idéologique en Syrie. Pour ce faire, le régime de Bachar al-Assad reprenant les techniques précédentes, semble sortir du temps et de l'espace en détruisant la possibilité d'une parole politique. Ce mouvement s'accompagne par une relecture de l'histoire et la promotion de certains motifs qui répondent adéquatement au présent, et cela d'autant plus qu'ils sont détachés de tout fondement factuel. En cela, l'« invention » participe d'une post-modernité dans laquelle le régime factuel de vérité est mis à mal par l'absence d'espace de contradictions.

---

1 Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, New York, Verso, 2016.

2 Pour une première analyse de cette co-construction, Matthieu Rey, Manon Nour Tannous, « France and Syria facing their past: an imagined community? », *Colloque Decolonisation and Colonial Legacies*, King's College/ Université de Londres, Senate House, 21- 22 octobre 2015.

3 Steven Heydemann, *Authoritarianism in Syria: Institutions and Social Conflict, 1946-1970*, Ithaca, Cornell University Press, 1999 ; Raymond Hinnebusch, *Syria : Revolution from Above*, Londres, Routledge, 2000.

## Un métadiscours

La construction d'un discours décontextualisé, c'est-à-dire soustrait aux données factuelles immédiates, résulte de trois processus convergents : la présence de traumatisme ou de lieux de mémoire ; l'absence d'enseignement ou d'espace discursif contradictoire pour permettre l'ajustement de ces mythes à des réalités ; l'impossibilité pour les citoyens et citoyennes de s'inscrire dans un débat contradictoire à même de contrer l'usage de telle ou telle référence. Dans ce sens, l'usage fait par le régime de l'histoire participe pleinement de son insertion dans les populismes en « sortant » de l'histoire. Plus encore, la déstructuration de la société comme corps politique — ce qui n'empêche pas une politisation de la population comme les événements de 2011 l'ont démontré — contribue à asseoir le métadiscours du régime sans que nulle voix ne le conteste.

Que l'histoire syrienne — entendue comme la trajectoire des populations habitants les lieux de l'actuel Syrie — soit ponctuée de points traumatisants ne fait guère de doute. Deux moments demeurent. Le premier tient aux dernières décennies du XIXe siècle sous l'Empire ottoman. Les populations chrétiennes de Damas sont massacrées à l'été 1860. Dans un registre moindre, mais important, les Druzes subissent des assauts répétés des troupes du gouverneur ottoman. Ces discriminations violentes connaissent un paroxysme en avril 1915 avec le génocide mené contre les Arméniens. La nouvelle Syrie qui émerge de la Première Guerre mondiale est avant tout une terre de réfugiés où chacun véhicule ses traumas. Le second temps qui affecte la majorité de la population, tient aux lendemains de la Première Guerre mondiale et l'ombre portée s'étend jusque dans les années 1970. Il est marqué par une série de renversements d'alliance, faisant de la Syrie un enjeu des luttes étrangères, conduisant à sa mise sous tutelle par la France, au dépècement partiel du territoire pour obtenir la neutralité turque à la veille de la guerre, à l'affrontement pendant les premières années de l'indépendance d'un ensemble de puissances régionales (Arabie saoudite, Egypte et Irak) sur fond de guerre froide, et à une série de coups et contrecoups d'État. Ces éléments récents sous-tendent le grand discours du régime actuel.

Pour saisir l'engagement des Assad avec l'histoire et par là, avec les mythes exportables, il faut distinguer clairement les pratiques de Hafez étroitement dépendantes de sa carrière et du contexte régional, de celles de son fils. Le premier légitime son régime, dans un premier temps, par le besoin de mener une révolution sociale et anti-impérialiste. Aussi ne cesse-t-il de rappeler l'incidence du Mandat et de la trahison du Sandjak d'Alexandrette à ses visiteurs français. Cette position est progressivement scellée dans les programmes scolaires qui écrasent toute histoire contemporaine pour ne juste enseigner qu'un grand combat millénaire des Arabes contre les étrangers dominants. Ce faisant, Hafez al-Assad conserve une mémoire sociale des années de l'indépendance, mais laisse place à un premier discours sans contours factuels. A côté de cette approche à destination des puissances étrangères, il joue des alliances pour renforcer sa position, n'hésitant pas à modifier les liens de la Syrie avec les acteurs régionaux et internationaux. Son grand pragmatisme fait qu'il peut être l'allié d'Andropov quand ce dernier veut contrer les Américains au Liban en 1983, allié des forces chrétiennes peu auparavant, puis revenir à des sensibilités progressistes. Les relations internationales sont alors uniquement guidées par le besoin d'être présent quitte à prévenir par la nuisance toute action contre son régime<sup>4</sup>. C'est ainsi que naît une base maritime pour l'URSS, très importante dans les années 1960-1970 alors que la seconde puissance mondiale a les capacités de projection. Bien vite, à la fin des années 1980, cette même base n'est plus de grande utilité pour la puissance soviétique déclinante, ni surtout la nouvelle Russie. Dès 1988, il peut aussi se proclamer le héraut de la lutte contre le fondamentalisme et la drogue, jouant de la carte sécuritaire<sup>5</sup>.

Ce métadiscours s'appuie en parallèle sur le musellement puis la destruction de toute forme discursive concurrente. Cette histoire est connue, il suffit d'en rappeler les grands traits. Dès son arrivée au pouvoir en 1970, Hafez al-Assad massifie les organes du Baath, parti au pouvoir, et de ses partenaires syndicaux. Par ce processus, il crée des réseaux de clientèles affiliés, tout en vidant — à l'image de Staline — le parti de sa substance contestatrice. De même, élabore-t-il un écheveau de polices politiques dirigées chacune par un membre très proche et ne se référant qu'à lui. Ces derniers, maintenus dans un

4 Ce que Patrick Seale théorise dans ses entretiens avec Hafez al-Assad.

5 Les derniers déclassements d'archives en France soulignent le paradoxe de la Syrie : bien que des figures proches du régime soient clairement identifiées aux trafics de stupéfiants à la fin des années 1980, le régime se propose d'être un partenaire de la lutte desdits trafics aux instances européennes et françaises.

système de rivalité concurrentielle, empêchent toute forme d'opposition. L'équilibre des deux organes de pouvoir se modifie brutalement à partir de 1980, lorsque des insurrections multiples, assassinats et autres mettent en danger le régime. Les services de sécurité obtiennent la prééminence supplantant l'armée qui ouvre les villes – surtout la ville de Hama – pour y mener ensuite une répression impitoyable. Au nom de la lutte contre les Frères musulmans et leurs accointances irakiennes, c'est bientôt toute la société qui est désignée comme ennemi. Par ce mécanisme, se met en place le « désert de la tyrannie », métaphore développée par Michel Seurat, qui se demande en utilisant cette métaphore s'il demeure encore un espace dans l'univers coercitif syrien. La promotion des services qui s'autonomisent en baronnie dans les années 1990, participe de la déstructuration du lien politique et social, écrasant le passé riche des luttes constitutionnelles syriennes dans un présent permanent.

## Jouer des mythes

Le fils qui succède au père, transforme rapidement l'ancrage du régime avec l'histoire, et reflète par ses pratiques et son discours les nouvelles générations montantes. Pour mémoire, en 2011, plus des deux tiers des Syriens, n'ont pas connu la Syrie d'avant 1982<sup>6</sup>. Ils ont grandi dans le mythe du président éternel qui se forge en 1985. Plus encore, le métadiscours imposé fige une relation au passé, le soustrayant de plus en plus à toute référence factuelle. Les manuels scolaires continuent d'enseigner la trahison européenne, alors même que le régime solde les passifs de l'époque mandataire en reconnaissant le Sandjak d'Alexandrette, comme espace turc. Un double rapport au temps se renforce. Le passé lointain n'est mobilisable que sous la forme de mythe, sans véritable fondement sur un récit historique critique. Quelques figures et moments sont commémorés sans être dument situés, favorisant par-là les distorsions avec les récits locaux. Ainsi, dans le Nord de la Syrie, le colloque officiel autour de la révolte du Nord réuni à Idlib, fait de cet épisode un moment de la lutte anticoloniale au nom de la nation arabe, là où les assistants se remémorent des récits familiaux insistant sur la lutte pour la petite patrie. Ce décalage entre discours officiel et narration familiale se retrouve dans le cas des réfugiés irakiens qui arrivent à Alep en masse en 2005-2006. Le régime parle d'accueil temporaire de frères arabes, alors que les communautés chrétiennes locales, qui voient les forts contingents de chrétiens réfugiés, y perçoivent la démonstration d'un complot visant à faire disparaître les minorités de la région, reliant cet épisode aux tourments des années 1860. Le discours non officiel génère donc des espaces propices à l'accueil de thèses complotistes.

À ce premier rapport qui dilue le passé dans un long continuum favorisant les relectures familiales ou personnelles, s'ajoute le temps de l'immédiat qui va de pair avec les réformes néolibérales entreprises par le régime, elles-mêmes en harmonie quelque part, avec le fonctionnement intrinsèque de la rationalité du régime. Sa survie dans les tempêtes géopolitiques dépend du lendemain non du surlendemain, c'est donc à cet immédiat qu'il consacre toutes ses ressources. Cette « rationalité » de l'immédiat explique les reconfigurations de la prédation pratiquée par le régime, avec la recherche de très fortes plus-values au détriment d'un développement de plus long terme. Ainsi les terres agricoles du Hauran deviennent le laboratoire de projets touristiques, en dépit des menaces de sécheresses et avec elles, de pénuries alimentaires. De même les villes deviennent des théâtres spéculatifs. La production immédiate de ressources assure la cohésion des services du régime, qui ne bénéficient plus des prébendes libanaises à partir de 2005. De même, les velléités de Hariri défiant un tant soit peu Damas, valent un assassinat, répondant une fois encore, à une pensée de l'immédiat. L'apparente incohérence tient à ce que l'on juge ou jauge les actions, à l'aune d'un futur médian – ce qui peut advenir dans quelque temps – là où les acteurs se fondent sur une visée immédiate, garante à leurs yeux du succès.

Le soulèvement de 2011 constitue à la fois un défi et une opportunité pour le régime. Immédiatement, la rupture entre « régime discursif » et « ordre factuel » s'accroît brutalement avec une maîtrise par les autorités de Damas, du premier. De cette dernière, émerge une « illusion »<sup>7</sup>. Sur le terrain, les manifestations se diffusent dans le pays, se massifient et dès l'été 2011 démontrent que le

6 Matthieu Rey, « 2003: A Turning Point in the Formation in the Syrian Youth », dans R. Hajd-Moussa, M. Ayash, *Protests and Generations: Legacies and Emergences in the Middle East, North Africa and the Mediterranean*, Leiden, Brill, p.101.

7 Pour reprendre l'expression de François Furet, « le Passé d'une illusion », qui souligne la manière dont les versions stalinienne dans les discours éludent la réalité factuelle au profit d'un mythe inclusive et métahistorique.

régime ne dispose plus de l'assentiment de la population. En retour, trois stratégies convergentes lui permettent de brouiller l'image des Syriens, pour faire du pays, un trou noir d'où nulle lumière n'échappe. La première tient non pas seulement à l'emploi de la force, mais aux jeux de va-et-vient des forces répressives, pulvérisant le territoire en autant de segments isolés les uns des autres, soumis parfois à une violence physique intense, d'autrefois à un isolement de long terme. La seconde place l'intégralité des événements dans un méta-récit du complot, faisant que toute protestation devient la réalisation d'un plan de déstabilisation. La troisième – complémentaire de la seconde – est d'éluder toute forme de contestation sur le terrain, couvrant de noir tout mot d'ordre écrit sur les murs, mimant des contre-manifestations, etc. Dès lors, un doute permanent est instauré sur ce qui se passe, pendant que l'on martèle à tout va l'idée d'une attaque étrangère concertée. Plus que jamais, le temps de l'action est immédiat, celui du discours, anhistorique. Cette sortie du temps va de pair avec celle de l'espace qui n'est plus un cadre d'action.

Au prix de cette destruction d'un espace alternatif, le régime est à même de maîtriser la réalité post-moderne de laquelle sa survie dépend. Sur le terrain, tout registre politique est délaissé pour faire place au sécuritaire et militaire. Contrôler un espace signifie être en mesure de brandir un drapeau sur les checks points divisant l'espace. Orienter une politique équivaut à gérer au jour le jour, les pénuries variées. Nul domaine n'est véritablement géré par les autorités, qui pour survivre, transfèrent un ensemble de prérogatives souveraines aux partenaires étrangers prêts à les soutenir. De plus, les messages concurrents peinent à faire place à un registre de véracité et de vérité. Incessamment, les opposants doivent justifier du registre de la preuve employé, là où les autorités peuvent se contenter de faire douter. L'« illusion » opère ainsi attirant certains segments des opinions internationales qui projettent leur passion nationale sur le terrain syrien<sup>8</sup>.

## Le reflet des passions, une destination du populisme

Le conflit syrien qui en plus d'exposer le monde à un des défis humanitaires majeurs depuis la Seconde Guerre mondiale, s'est rapidement imposé de manière surprenante sur les agendas politiques internationaux. La surprise ne tient pas tant à ce que des acteurs locaux trouvent des partenaires étrangers qui les soutiennent au nom de mots d'ordres généraux, car cela constitue le propre des crises d'Orient, dynamique essentielle de la région depuis 1830<sup>9</sup>. Dans ce cadre, dès son ascension au pouvoir, le nouveau président Bashar al-Assad joue très rapidement les brokers avec une série de potentiels alliés, se laissant successivement adopter avant de faire défection à ces parrains. Dans le cas de l'Occident, Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy en font l'expérience, Recep Erdogan plus tardivement. À ce premier lien, s'ajoute rapidement la cession de segments de souveraineté. C'est le cas en particulier des transferts fonciers consentis autour de Palmyre, ou dans ce qui doit constituer la nouvelle Damas, dont les travaux débutent à la fin des années 2000. Le fait d'impliquer des puissances étrangères pour assurer la survie du régime est donc inscrit dans la génétique du régime Assad, bien avant la révolution. Ce processus s'accélère avec le conflit, avec la cession non plus seulement de biens fonciers, mais de ressources et des forces armées. En retour, cette ingérence pousse les oppositions à rechercher des partenaires pour les seconder à hauteur égale – ce qu'ils ne parviennent pas à faire. Ingérence et implication alimentent la montée en violence du conflit avec une forte asymétrie des camps. Le conflit syrien n'est guère surprenant de ce point de vue en regard d'autres guerres civiles. Le point crucial au contraire tient aux stratégies discursives qu'il autorise.

En premier lieu, la « Syrie » s'impose très largement dans les discours intérieurs à différents États, suscitant autant de passions politiques. Sans viser ici à l'exhaustivité, quelques remarques sur les discours russes et français permettent de souligner l'originalité de ce lieu. Dans le premier cas, l'implication des autorités relève jusqu'en 2013, d'une politique de la parole, avec peu d'hommes sur place jusque-là, et aucun intérêt probant. Les legs de l'ère de la guerre froide sont depuis longtemps soldés, les questions de dette ayant même conduit un temps le président Poutine à prendre ses distances avec Bashar al-Assad au début des années 2000. Bien vite, la Syrie devient un lieu d'investissement qui

8 Deux composantes adoptent avec succès l'illusion comme stratégie discursive avec un égal succès : les forces de l'État islamique et le PYD, à même de créer des passions communes entre acteurs de terrains, et opinions lointaines.

9 Henry Laurens, *Les crises d'orient*, Paris, Fayard, 2017.



procure à la Russie, des gains à moindre coût. Chaque tocade à l'ONU accroît le prestige de la Russie sur la scène internationale. Cette première approche s'accompagne d'une série de messages plus ou moins explicites des autorités russes : la Syrie devient l'endroit où il est possible de venger l'honneur perdu en Afghanistan, le lieu où les forces affiliées à l'islam politique doivent être éradiquées au nom de potentiels effets dans le Caucase ; l'espace enfin dont on brandit la souveraineté comme contre-exemple aux interventions multiples de l'ONU ou des États Unis depuis 1991. A partir de 2015, la Syrie intègre le champ d'exercice des nouvelles formes guerrières développées par la Russie qui peut y faire la démonstration (et les ajustements) de ces dernières armes et de ses compagnies privées de sécurité. En somme, sur le trou noir syrien, les Russes projettent les images qu'ils se font de ce que la Russie doit construire à ses frontières et au-delà. Ces images sont acceptées et déployées par le régime Assad, qui co-construit le discours autour de mythes partagés. Il n'est pas jusqu'aux héritages de la période soviétiques qui ne soient rappelés, inscrivant cette alliance dans une histoire longue.

L'autre cas d'étude tient aux multiples camps politiques français. Deux niveaux d'acteurs se superposent. Le premier tient des partis politiques constitués, qui développent une plateforme sur les pays touchés par le printemps arabe. L'autre relève de cercles de pression plus restreints mais historiquement solidement reliés à la Syrie. Il s'agit principalement de certains secteurs du renseignement, d'organisation proche des Chrétiens d'Orient, et plus tardivement des défenseurs de la cause kurde. Ils disposent en commun d'une faible assise institutionnelle, mais d'un fort accès à la communauté politique, et développent des mots d'ordre très populaires depuis les années 2000. La défense des minorités, la lutte contre l'islamisme radical ou le terrorisme – les deux étant souvent amalgamés – où la protection de la laïcité deviennent les fers de lance de ces groupes. Le paradoxe veut que leur mot d'ordre structure rapidement l'espace discursif du monde politique français sur la Syrie. Un jeu d'amalgame rapproche et divise : la laïcité des forces kurdes du PYD et leur apparent élan révolutionnaire en fait les hérauts attendus pour une partie de la gauche française, alors que les chantres du régime y voient un rempart contre l'islamisme, le terrorisme, et la laïcité, se souciant bien peu des actions réelles du régime. Progressivement même, le passage à Damas s'impose pour une frange de plus en plus élargie du monde politique, comme une halte pour se démarquer. Le jeu du trou noir ici joue à plein : l'absence de visibilité pour les Syriens, leur mise hors du temps et de l'espace de la société par un régime accaparé par sa survie, et les réels talents communicationnels lui permettent de créer l'illusion dans laquelle les passions nationales de chacun se reflètent créant autant de soutiens. Dans un second temps, une réinvention des traditions s'opère : la Syrie devient le havre des minorités dans un cadre laïc et la France d'y trouver le partenaire de ses ambitions de tolérance et de séparation des églises et de l'État. La réinvention des traditions participe pleinement d'un discours postmoderne dans lequel le factuel est mis de côté, voire mis en accusation dans un métadiscours. Tout fait devient sujet à l'invective – démultipliée sur les réseaux sociaux – entretenant un régime du relatif où se greffent des images et des propagandes toujours plus illusoire. Dans ce cadre, Damas s'impose comme une étape sur le chemin des populismes.

L'attraction pour la capitale syrienne ces dernières années permet tout à la fois de comprendre comment la déstructuration du politique au sens de la scène publique et du débat raisonné, sur des scènes nationales accélère les phénomènes miliciens et prédateurs, mais aussi comment cette mutation est acceptée, supportée, endossée par de nouveaux régimes discursifs qui inscrivent des réalités ignorées comme étant les leurs. Alors que le régime Assad fait de la Syrie, un trou noir, une co-construction de traditions réinventées avec les différentes opinions publiques, fait du pays et de ses affres politiques, le miroir des passions. L'autolégitimation conférée par ce dispositif renforce la méconnaissance de ce qui se passe, la promotion de populisme varié, et la disparition de toute forme du politique.